

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **La ta ca ta ca tac tac tique, du gendarme**
- 2) **Il se défend**
- 3) **Il répond au FMI**
- 4) **Ils vont se payer Sarko !**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Emmanuel Macron et les journaux people, le divorce !



L'ancien ministre de l'économie Emmanuel Macron. SEBASTIEN BOZON / AFP

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé. Après s'être prêtés aux demandes de la presse people, s'attirant les sarcasmes sur les réseaux sociaux et les critiques des éditorialistes, Emmanuel Macron et sa femme Brigitte ont déposé plainte – une première ! – contre l'hebdomadaire France Dimanche, a-t-on appris d'une source proche de l'ex-ministre.

En cause : la couverture publiée le 2 septembre par le magazine du groupe Lagardère. Sur celle-ci, on peut voir une photo du couple, barrée du titre « Emmanuel Macron, il divorce ! ». A l'intérieur, une page est consacrée à un soi-disant « coup de tonnerre » et à « une décision irrévocable » prise par l'ancien banquier chez Rothschild. En fait, l'article n'évoque que la démission de M. Macron du gouvernement, intervenue trois jours plus tôt, et le déménagement de son appartement de fonction...

« Un signal envoyé »

« Cette plainte est un signal envoyé, explique un proche de l'ancien membre du gouvernement. Le couple est aujourd'hui chassé en permanence par les paparazzis, on parle d'eux tous les jours sur les sites Internet people, il faut que cela cesse. »

De fait, le couple singulier que forment Emmanuel Macron, 38 ans, et son ancienne professeure de français, Brigitte Trogneux, 63 ans, a la cote auprès de la presse people. Paris Match, Closer, Voici, Public... Tous ont parlé d'eux ces derniers mois.

Le magazine VSD, propriété de Prisma Media, a fait sa couverture avec les Macron deux semaines de suite en septembre : en racontant d'abord les vacances du couple à Biarritz, puis avec un portrait de Brigitte Macron, titré « Les secrets d'une femme d'influence ».

La raison de cet engouement : les Macron intriguent et font vendre. Le numéro de Paris Match publié le 11 août, avec une photo du couple à la plage en couverture et une autre, en pages intérieures, où ils croisent un naturiste, s'est écoulé à 280 000 exemplaires, 40 000 de plus que la normale, selon l'hebdomadaire.

« Au départ, Macron a joué le jeu car il avait besoin de se faire connaître du grand public », assure un bon connaisseur de l'ex-ministre. Lors de sa première couverture consacrée au couple, publiée le 14 avril, Paris Match avait obtenu une interview de Brigitte Macron et publié plusieurs photos familiales, confiées par celle-ci. Une « bêtise », avait reconnu après coup son mari. De même, les poses du couple – très apprêtées – sur certaines photos prétendument volées laissent planer le doute sur leurs intentions.

Soigner davantage son image

Mais tout ça, c'est terminé, assure son entourage. Maintenant qu'il caracole dans les sondages, M. Macron doit davantage soigner son image que sa notoriété, afin de se donner une stature de présidentiable et pouvoir concourir en 2017, même s'il laisse toujours planer le doute sur sa candidature.

Preuve de la reprise en main en cours, toutes les demandes d'intervention dans les médias adressées au couple sont désormais supervisées par Sylvain Fort, le nouveau directeur de la communication du mouvement En Marche !, un normalien passé par BNP Paribas et l'agence DGM Conseil. Selon nos informations, il refuserait tout.



Cédric Pietralunga
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Le gouvernement défend sa discipline pour le budget 2017

PARIS (Reuters) - Le gouvernement français a confirmé mardi tabler sur une croissance de 1,5% pour l'économie en 2017 et viser un déficit public



d'accumuler les factures impayées, le ministre des Finances a accusé ses dirigeants, en pleine bagarre pour la primaire en vue de la présidentielle, de vouloir laisser filer les déficits en cas de retour au pouvoir, au risque de décrédibiliser la parole de la France.

"Le sérieux budgétaire de ces quatre dernières années nous a permis de regagner l'estime de nos partenaires européens et de faire entendre la voix de la France, il serait dramatique que nos efforts soient effacés en quelques mois par irresponsabilité", a-t-il indiqué.

En attendant, il a annoncé que le gouvernement avait décidé de relever à +2,1% l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2017, contre 1,75% prévu précédemment, - soit un impact de 700 millions d'euros - pour tenir compte des conséquences en année pleine de la hausse du point d'indice de la grille salariale de la fonction publique hospitalière.

Anticipant ce développement, le président de la Cour des comptes, Didier Migaud, qui présentait mardi un rapport sur la Sécurité sociale, a déclaré qu'un tel scénario "pourrait être compris comme le signal d'un relâchement plus durable de l'évolution des dépenses".

CHARGE D'INTÉRÊT REVUE EN BAISSÉ

L'Etat doit également assumer l'an prochain une baisse de moitié, à 1,2 milliard d'euros, de la contribution des collectivités locales à l'effort sur les dépenses publiques consentie début juin.

Pour honorer ces engagements, Bercy va demander 1,5 milliard d'euros d'économies supplémentaires à la Sécurité sociale, selon des modalités qui devraient être dévoilées en fin de semaine.

Par rapport à la trajectoire des finances publiques publiée en avril, il compte aussi encore économiser 1,2 milliard sur la charge d'intérêts de la dette de l'Etat du fait de la faiblesse persistante des taux d'intérêt.

Il prévoit en outre d'engranger autant de recettes qu'en 2016 grâce à la lutte contre la fraude fiscale, soit 1,9 milliard d'euros.

Michel Sapin a démenti que le gouvernement ait recours à des artifices, comme un durcissement du dernier acompte d'impôt sur les sociétés en fin d'année, pour boucler son budget.

ramené à 2,7% du PIB en dévoilant un scénario macroéconomique sans surprise pour le dernier projet de loi de finances du quinquennat.

Le ministre de l'Economie et des Finances, Michel Sapin, a maintenu ces objectifs en assurant que l'ensemble des nouvelles mesures annoncées depuis début 2016 en faveur des jeunes, des enseignants, de la sécurité, de l'emploi, dont il a chiffré le coût à 5,7 milliards d'euros, seraient financées.

S'y ajoutent la nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu annoncée début septembre pour un milliard d'euros et une poursuite de celle la fiscalité des entreprises, même si son impact se fera sentir surtout sur 2018.

Bercy s'en est tenu à une prévision de croissance de 1,5% l'an prochain, un peu au-dessus des attentes des institutions internationales (entre 1,2% et 1,4%).

Michel Sapin a fait valoir que, avant l'été, "tout portait à croire" que cette prévision de 1,5% serait dépassée" et que les derniers développements "semblent montrer" que les effets du Brexit sur l'environnement international de la France "seront moins notables que les premières estimations.

S'agissant du respect de l'objectif de déficit public à moins de 3% promis à l'Union européenne, il a rappelé que le gouvernement avait annoncé dès le printemps qu'il lui faudrait prendre cinq milliards de mesures de redressement supplémentaires en 2017.

IRRESPONSABILITÉ DE LA DROITE

"Cet effort sera réalisé. De même que seront financées les mesures décidées depuis avril", a-t-il dit.

Alors que la droite accuse le gouvernement

"Cette mesure ne concerne que les 1.000 plus grandes entreprises. Ceci ne change rien pour ces dernières (...) et surtout ceci ne change rien pour l'année 2018 puisque le montant dû pour cette année-là sera également bien payé en 2018".

L'effet décalé dans le temps des nouvelles baisses d'impôt fait que le taux des prélèvements obligatoires devrait rester stable en 2017 à 44,5% du PIB alors que le gouvernement visait à l'origine 44,2%.

Mais Michel Sapin a confirmé l'objectif d'une stabilisation de la dette publique autour de 96% du PIB l'an prochain.

(Yann Le Guernigou, avec Leigh Thomas et Michel Rose, édité par Yves Clarisse)



III) Thomas Piketty répond à l'étude du FMI qui contredisait son livre

Les Echos



Le livre de Thomas Piketty s'est vendu à 150.000 exemplaires. - SIPA

Une étude publiée il y a quelques semaines par le FMI contredisait la thèse sur les inégalités de l'économiste français qui a décidé de répliquer dans une longue tribune sur le site du journal Le Monde.

Un livre ne meurt jamais, certes, mais souvent, il sombre dans l'oubli. La règle ne semble pas s'appliquer à Thomas Piketty et à son best-seller, "Le Capital au XXIème siècle". Un livre "cale-

porte" de 976 pages publié en 2013 qui continue de faire débat aujourd'hui. Vendu à plus de 150.000 exemplaires, l'économiste y explique qu'une augmentation des revenus du capital plus rapide que celle de la croissance ferait augmenter la part du capital au sein du revenu national, donnant lieu à une hausse des inégalités.

En clair, les inégalités de revenus peuvent augmenter quand les revenus tels que les rentes foncières ou les loyers progressent plus vite que la croissance. Là-dessus, le FMI avait mené une étude contestant l'analyse de Piketty s'appuyant sur trente ans de données dans dix-neuf pays industrialisés : « Je ne trouve aucune preuve empirique attestant que la dynamique se produit dans le sens évoqué par M. Piketty », avait indiqué l'auteur presque péremptoire : « En fait, il n'offre guère plus de quelques corrélations apparentes que le lecteur peut voir sur des graphiques ».

Et de rajouter que dans plus de 75 % des pays observés, une hausse des revenus du capital supérieur de 1 % à la croissance économique ne se traduit pas, à court terme, par une hausse de la part détenue par les plus riches, mais plutôt par sa baisse.

.@tylercowen @BrankoMilan My empirical test of Piketty was published today. Available here: <https://t.co/bAy81gCxYF>

— Góes, Carlos (@goescarlos) 3 août 2016

« Régressions statistiques mal construites »

Face à l'étude du FMI, Piketty riposte, sur son blog publié par Le Monde, presque un mois après. Pour lui, la mesure du FMI pour contredire son livre pose question : « le FMI utilise une mesure de l'inégalité des revenus et non pas de l'inégalité des patrimoines ». Mais en quoi cela poserait-il problème ? Selon l'économiste, l'inégalité des revenus est déterminée à titre principal par les revenus du travail - salaires, revenus d'activité des professions non salariés, qui représentent la grande majorité des revenus devant les dividendes ou loyers par exemple - alors que l'éventail des revenus du travail « dépend de toutes sortes de mécanismes touchant au fonctionnement du marché du travail ». Par exemple, l'inégalité d'accès à la formation, ou encore l'évolution du rôle des syndicats.

La mesure de l'inégalité des patrimoines, aurait

donc été plus pertinente, selon l'économiste car elle aurait « pu permettre » d'estimer l'effet d'amplificateur sur la dispersion des patrimoines d'un écart « r » (le taux de rendement du capital) et « g » (le taux de croissance économique) plus élevé, pour un niveau donné d'inégalité des revenus du travail, "et toutes autres choses égales par ailleurs (en particulier les taux d'épargne des uns et des autres)".

Piketty pointe aussi la manière dont est mesurée l'écart « r » et « g ». Pour estimer le rendement du capital, le FMI a utilisé des mesures du taux d'intérêt sur la dette souveraine : « La difficulté ici est que les portefeuilles importants et les patrimoines élevés ne sont pas placés en bons du trésor », dit Piketty.

Et l'économiste qui jusque-là se disait heureux que son livre ait pu contribuer à stimuler le débat adresse au détour d'une phrase un tacle au fond monétaire : « Au lieu de se lancer tête baissée dans des régressions statistiques mal construites et dans la défense de positions idéologiques dépassées, les économistes du FMI seraient bien inspirés de passer plus de temps à participer à l'effort collectif de transparence financière et de collecte de meilleures données sur les inégalités ».

Carlos Goes, le chercheur à l'origine de la thèse contredisant Piketty pourrait ne pas apprécier, mais en fait si :

Monsieur @PikettyLeMonde himself replied to my paper testing his hypotheses. This is quite an honor. <https://t.co/JMsOZ4UGSz>

— Góes, Carlos (@goescarlos) 20 septembre 2016

Quant au FMI, il précise bien en préambule de l'étude que les "opinions exprimées dans ce document de travail sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la politique du FMI ou du FMI".

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Primaire à droite: les électeurs de gauche et du FN vont-ils vouloir «se payer Sarko pour 2€»?

Par Ellen Salvi

La primaire de la droite et du centre risque fort d'attirer des électeurs issus de la gauche et de l'extrême droite. Si le phénomène est pour l'heure jugé « marginal » par les candidats, il pourrait influencer sur le résultat du scrutin. Autour d'un même credo : empêcher Nicolas Sarkozy de briguer un deuxième mandat présidentiel.

C'est l'un des enjeux majeurs de la primaire de la droite et du centre. Pour ne pas dire le principal. Les 20 et 27 novembre, l'élection qui désignera le candidat LR (ex-UMP) pour la présidentielle de 2017 se jouera en grande partie sur le nombre de personnes qui se déplaceront dans les 10 337 bureaux de vote installés un peu partout sur le territoire. Avec une équation assez simple : plus il y aura de votants, moins les chances de Nicolas Sarkozy de l'emporter seront importantes. Favori du noyau dur du parti – qui revendique quelque 230 000 adhérents –, l'ex-chef de l'État souffre encore de la défiance d'une majorité des Français, toutes tendances confondues. Électeurs de gauche, du Front national, mais aussi de droite qui, déçus par son mandat, ont fini par céder aux sirènes de l'extrême droite.



© Reuters

Conscient qu'il aura du mal à convaincre ces millions d'électeurs potentiels, l'ancien président tente par tous les moyens de resserrer le corps électoral de novembre. Son principal adversaire, Alain Juppé, qui attend « trois ou quatre millions de participants », opte en toute logique pour la

stratégie inverse. Seul candidat à évoquer les « déçus de François Hollande », il profite de chaque nouvelle prise de parole pour répéter que « la primaire est ouverte à tous » – à condition, comme le précise le site dédié, d’être inscrit sur la liste électorale au 31 décembre 2015 (ou d’avoir 18 ans à la date de l’élection présidentielle 2017) ; de verser 2 € par tour de scrutin de participation aux frais d’organisation ; et de s’engager sur l’honneur en signant la phrase suivante : « Je partage les valeurs républicaines de la droite et du centre et je m’engage pour l’alternance afin de réussir le redressement de la France. »

Cette dernière modalité devrait, si l’on en croit les sarkozystes, dissuader bon nombre d’électeurs de gauche de participer au scrutin. « On essaie de se borner à la charte, indique à Mediapart Gérard Darmanin, qui coordonne la campagne de l’ex-chef de l’État. On considère que seuls ceux qui veulent l’alternance se déplaceront. On ne croit pas à l’idée que les électeurs de gauche viendront. Participer à la primaire de la droite et du centre est un acte social. Les candidats sont loin de tenir des discours keynésiens-marxistes. Donc, je n’imagine pas quelqu’un de gauche voter pour telle ou telle personne. Et puis, la peur d’être fiché par la droite joue sans doute aussi beaucoup. » Une peur que l’organisation du scrutin peut pourtant facilement évacuer. Car au premier comme au second tour, les listes d’émargement seront scellées, avant d’être purement et simplement détruites, selon un partenariat conclu entre la Haute Autorité de la primaire (HAP) et la Commission nationale de l’informatique et des libertés (CNIL).

Ceci étant dit, tous les directeurs de campagne des quatre principaux candidats – Alain Juppé, François Fillon, Nicolas Sarkozy et Bruno Le Maire – s’accordent à dire que le phénomène restera marginal. « Il y a 5 ans, lors de la primaire du PS, beaucoup de fantasmes circulaient là-dessus, rappelle Gilles Boyer, qui dirige la campagne d’Alain Juppé. On imaginait que les électeurs de droite essaieraient de saborder le scrutin, mais ça ne s’est pas produit. Cette année encore, cela concernera sans doute un nombre réduit de personnes, mais ce ne sera pas de nature à inverser une tendance. » D’autant, souligne Patrick Stefanini, le directeur de campagne de François Fillon, que « ce n’est pas l’esprit de la primaire, qui s’adresse avant tout à la droite et au centre ». « Nous nous adressons à tous ceux qui en ont ras-le-bol, mais nous faisons délibérément l’impasse sur la gauche, ajoute celui de Bruno Le Maire, Jérôme Grand d’Eson. Cette question a été évacuée assez tôt dans la campagne. »

Si les équipes des différents candidats assurent se désintéresser de cette question, elle risque pourtant de devenir un vrai sujet dans les semaines à venir, si l’on en croit Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l’université de Lille 2, coauteur des Primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation, à paraître aux Presses universitaires de Rennes, début octobre. « En 2011 [lors de la primaire PS – ndlr], les électors “annexes” ont représenté moins de 5 % des participants. Mais le processus était alors nouveau, les gens n’avaient pas encore bien compris les règles du jeu. Aujourd’hui, les primaires s’installent dans la vie politique. Les électeurs de gauche sont déjà sociabilisés à ce type de scrutin. » Pour le chercheur, les sondages et les premiers débats joueront pour beaucoup dans cette mobilisation : « Si la victoire de Nicolas Sarkozy se profile, les électeurs de gauche qui ont déjà intériorisé le fait qu’ils n’auront pas de candidat au second tour, iront voter pour le moins pire de droite. »

L’objectif : éviter ce que Lefebvre qualifie de « syndrome du 21 avril », à savoir un duel Sarkozy-Le Pen en 2017. À droite, nombreux sont ceux à reconnaître la logique, mais toujours en off. Surtout, ils estiment qu’elle n’aura de sens qu’au second tour de la primaire, si l’ex-chef de l’État arrive en tête au premier. « Si les gens perçoivent à ce moment-là qu’il peut gagner, mais qu’il est encore battable, il y aura une mobilisation entre les deux tours sur le mode : “Pour 2 €, paye-toi Sarko” », glisse un député LR. Cette mobilisation risque toutefois de ne concerner que l’électorat urbain, qui bénéficie de l’anonymat des grandes villes. « Quand vous êtes dans une petite commune, le simple fait d’entrer dans un bureau de vote fera tomber le rideau de l’isoloir, poursuit le même élu. Je ne suis pas certain qu’un électeur de gauche assume la démarche jusqu’au bout... »

« On essaie de récupérer les électeurs qui sont partis »

Compte tenu des mécanismes d’interconnaissance qui jouent dans les scrutins territorialisés, le vote papier est censé rendre plus difficile la participation des électeurs de gauche. Pour autant, la charte des « valeurs de la droite et du centre » a été conçue pour décourager le moins de personnes possible. « On cherche très clairement à attirer les déçus de Hollande, confie Thierry Solère, l’organisateur de la primaire, à Rémi Lefebvre dans Primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation. On veut ratisser le plus large possible. On vise tous les électeurs. Vous avez lu le texte de la charte ? Il a été ciselé. Les

participants doivent adhérer aux valeurs républicaines de la droite, ça veut dire quoi ? Qu'on n'est pas obligé d'être de droite ! Moi j'adhère aux valeurs républicaines de la gauche. Cette formulation subtile a échappé à tout le monde. » Elle est pourtant le fruit d'une réflexion du think tank Terra Nova, qui préconisait, dans son rapport post-primaire PS, de « reformuler la déclaration d'attachement aux valeurs de la gauche [...] afin d'élargir le corps électoral potentiel ».



© Reuters

Si le corps électoral de la primaire de novembre est encore difficilement identifiable ou même mesurable – les enquêtes d'opinion estiment le nombre de participants dans une fourchette qui varie de 2 à 4 millions de votants, contre 2,8 millions en 2011 pour les socialistes –, les électeurs qui se déplaceront seront de toute façon « politisés », précise Lefebvre. Parmi eux, des gens issus de la gauche donc, mais aussi, sans aucun doute, des personnes passées de la droite au FN au cours des dernières années. Des personnes qui avaient voté Sarkozy en 2007, peut-être même en 2012, mais qui, déçues par son bilan, ont permis à Marion Maréchal-Le Pen d'engranger 40,5 % des voix au premier tour des régionales de 2015, en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Des personnes qui « ne se sentent pas forcément d'extrême droite, indique un élu LR, et qui culturellement, n'ont aucune raison de ne pas venir voter ».

Ce sont ces électeurs que Nicolas Sarkozy cherche à séduire en priorité. L'ex-chef de l'État s'en défend – « Je parle à tous les Français », a-t-il insisté sur France 2, le 15 septembre –, mais ne s'en cache pas vraiment. En attisant la question identitaire et en parlant comme l'extrême droite – « Nous ne nous contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus, nous exigerons l'assimilation. Dès que vous devenez français, vos ancêtres sont gaulois », a-t-il par exemple affirmé le 19 septembre, reprenant l'idée du frontiste Philippe Martel qui déclarait en 2013 au Monde que « l'assimilation réussie, c'est un Malien qui

dit “nos ancêtres les Gaulois” » –, l'ancien président s'emploie à reconquérir les “Madeleine” qui lui ont préféré Marine Le Pen à la dernière présidentielle.

« Le FN a fait 10 % en 2007 et les estimations le portent à 30 % en 2017. On reprend donc les thèmes que nous avons abandonnés et on essaie de récupérer les électeurs qui sont partis », reconnaît un proche de l'ex-chef de l'État, le sénateur Pierre Charon. « Nous parlons à tout le monde, mais nous pensons qu'il y a plus d'électeurs qui doutent et qui sont tentés par le FN, que d'électeurs du centre. Ce n'est pas au MoDem que nous avons été confrontés aux régionales ! » ajoute Gérard Darmanin, avant de souligner que Nicolas Sarkozy n'est pas forcément le seul responsable de la fuite des électeurs de droite. « Certains sont partis à cause de François Hollande et de la guerre Copé/Fillon [pour la présidence du parti, fin 2012 – ndlr] », insiste-t-il.

Gilles Boyer, le directeur de campagne d'Alain Juppé, estime pour sa part que « Nicolas Sarkozy fait une erreur d'analyse sur les raisons pour lesquelles il a fait baisser le FN en 2007 ». « À l'époque, il incarnait un espoir, dit-il. Espérer récupérer ces électeurs en étant très à droite est une voie sans issue. L'électorat du FN n'est pas un électorat de fachos. » Jérôme Grand d'Esnon, qui coordonne la campagne de Bruno Le Maire, est sensiblement du même avis. « Les clins d'œil sur le côté ne servent à rien, assure-t-il. L'électorat qui a voté Sarkozy en 2007 et qui est passé à Marine Le Pen est celui qui est le plus violemment anti-sarkozyste. » « Ces électeurs en veulent beaucoup à Nicolas Sarkozy, indique encore le chercheur Rémi Lefebvre. Ils lui sont proches idéologiquement, mais ont un désaveu personnel vis-à-vis de lui. »

En l'espèce, on voit mal comment ces déçus du sarkozysme pourraient revoter pour celui qui a motivé leur départ vers l'extrême droite. De la même façon qu'on les imagine assez difficilement se prononcer en faveur d'Alain Juppé, dont la ligne plus modérée peine à les convaincre. Cette partie du corps électoral pourrait donc bénéficier à d'autres candidats comme François Fillon ou Hervé Mariton. Et entraîner, bien plus encore que les électeurs de gauche, la chute de leur ancien champion.

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com